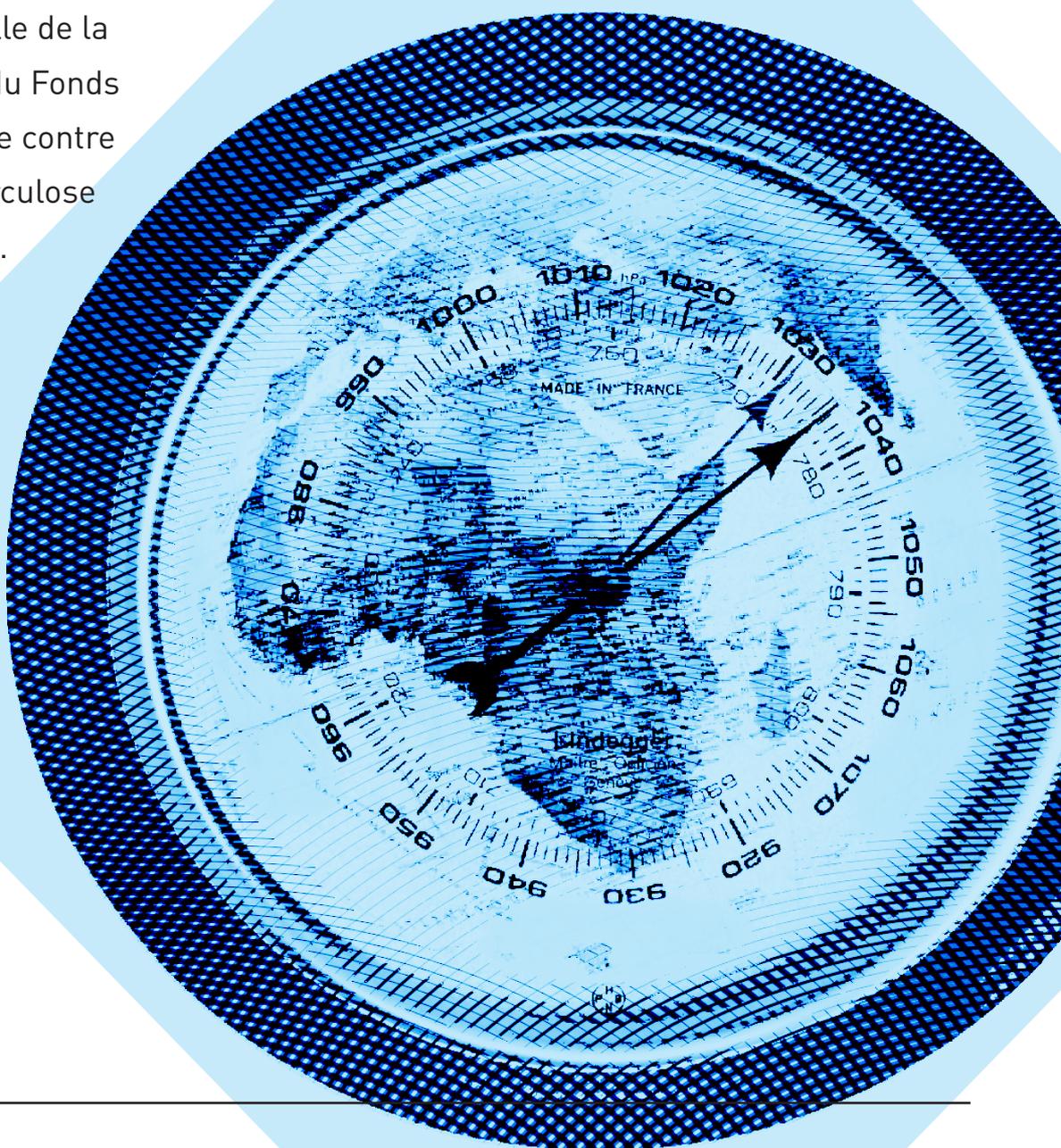


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°4

Les français·e·s et la lutte contre les grandes pandémies

Opinions, perceptions et
soutien à la veille de la
reconstitution du Fonds
mondial de lutte contre
le sida, la tuberculose
et le paludisme.

JUIN 2019



SIDA + TUBERCULOSE + PALUDISME = 2,5 MILLIONS DE MORTS PAR AN

À la veille de la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui vise à mobiliser les fonds nécessaires pour les actions de prévention et l'accès aux traitements auprès des populations des pays du Sud, ONG et autres acteurs de la solidarité internationale ont souhaité s'interroger sur les perceptions des français·e-s à propos de ces grandes pandémies pour mieux saisir leurs aspirations à l'heure où la France accueille ce grand événement international dont le succès ou l'échec modifiera le cours de millions de vie.

Un contexte préoccupant nécessitant d'accélérer les efforts

Parmi les victimes de ces trois pandémies, la situation des femmes et des enfants représente un morbide record. Après des années de recul, le nombre de cas de paludisme repart à la hausse, les formes de résistance aux traitements contre la tuberculose se multiplient, la pression démographique et la discrimination contre des groupes de populations marginalisées font encourir un risque inédit de réémergence de l'épidémie de sida.

Pourtant en 2019, nul ne peut ignorer que cette situation n'est pas une fatalité. Des solutions politiques, scientifiques, techniques, économiques et financières existent, seul l'élan politique manque. Le plan d'action du Fonds mondial est sans équivoque : pour les trois années à venir, il importe de mobiliser au moins 14 milliards de dollars de la part de la communauté internationale et 46 milliards de la part des gouvernements où sévissent particulièrement ces maladies. C'est tout l'enjeu de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial qui se tiendra à Lyon le 10 octobre 2019.

Une population française (ultra) sensibilisée

Dépasant les clivages politiques traditionnels, les générations ou les niveaux d'éducation, la mesure de l'opinion des français·e-s indique qu'il n'y a pas de risque politique à « faire davantage » pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

64% des français·e-s pensent que la France doit contribuer davantage au Fonds mondial. 67% des français·e-s souhaitent, qu'à l'occasion du prochain G7 en 2019, la France mobilise la communauté internationale en faveur de la lutte contre ces trois grandes pandémies. Derrière ces opinions, il n'est pas uniquement question de solidarité. 72% des français·e-s ont conscience que les épidémies dans les pays en développement représentent également un risque pour la santé en Europe.

Paradoxalement, les français·e-s, bien que témoignant d'une connaissance relative des enjeux, font part d'un certain optimisme quant à l'issue du combat.

SOMMAIRE

- 1** Pour 64% des français·e·s, la France doit contribuer davantage au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. [page 4](#)
- 2** 67% des français·e·s souhaitent qu'à l'occasion du G7, la France mobilise la communauté internationale contre le sida. [page 8](#)
- 3** Une majorité des français·e·s en faveur d'un plus grand engagement de la France dans la lutte contre le sida. [page 14](#)
- 4** Les épidémies (sida, ébola, rougeole, tuberculose) : un défi reconnu par les français·e·s. [page 19](#)
- 5** 72% des français·e·s ont conscience que les épidémies n'ont pas de frontière. [page 23](#)
- 6** Optimisme et pessimisme des français·e·s face aux grands défis de l'Humanité d'ici 2030. [page 27](#)
- 7** Une relative méconnaissance des français·e·s à propos du sida à l'échelle du monde. [page 30](#)
- 8** Le Baromètre, projet de recherche et méthodologie [page 34](#)

**POUR 64% DES
FRANÇAIS·E·S, LA FRANCE
DOIT CONTRIBUER
DAVANTAGE AU FONDS
MONDIAL DE LUTTE CONTRE
LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET
LE PALUDISME**

QUESTION POSÉE :

« LA FRANCE VA ACCUEILLIR CETTE ANNÉE UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE QUI VISE À MOBILISER DAVANTAGE DE FINANCEMENTS POUR LUTTER CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME DANS LE MONDE. À CETTE OCCASION, SELON VOUS LA FRANCE DEVRAIT-ELLE S'ENGAGER À AUGMENTER SA CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LUTTER CONTRE CES TROIS MALADIES ? »



RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

En dépit des contraintes qui pèsent sur les finances publiques abondamment débattues dans les médias, 64% des français·e·s sont favorables à ce que la France s'engage à augmenter sa contribution financière pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans le monde. La question contextualise cette interrogation à l'occasion « d'une conférence internationale », en l'occurrence la conférence internationale de reconstitution du Fonds mondial, qui se tiendra à Lyon le 10 octobre 2019.

18% des français·e·s ne sont pas véritablement d'accord, mais n'expriment pas non plus une opinion marquée contre cet engagement de la France à financer davantage la lutte contre le sida.

Finalement, seul·e·s 6% des français·e·s s'opposeraient clairement à cet engagement.

DAVANTAGE FINANCER LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES : UNE CERTITUDE CHEZ LES JEUNES, UN ENJEU PLUS MARQUÉ CHEZ LES SYMPATHISANT·E·S DE GAUCHE

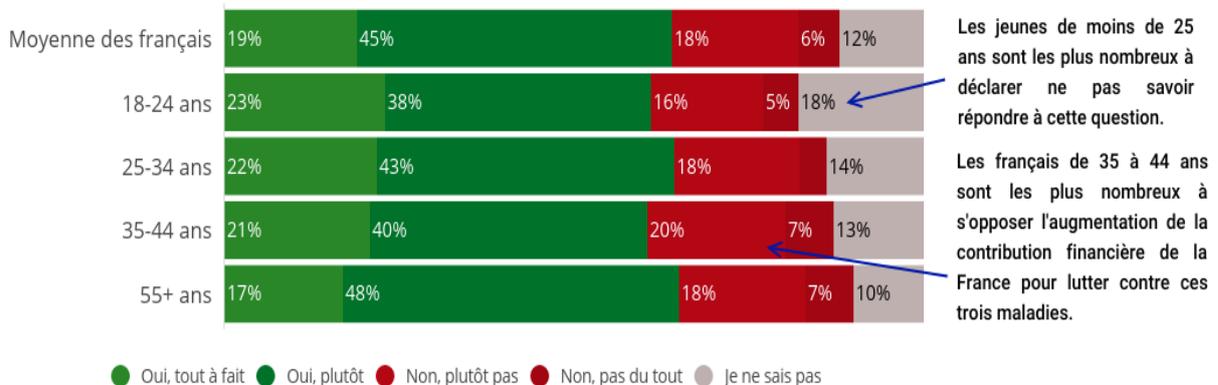


L'âge ne fait pas radicalement varier les opinions des français·e·s face à cette question. En revanche, les plus jeunes (moins de 25 ans), sont quasiment deux fois plus nombreux·ses que les répondant·e·s plus âgé·e·s (55 ans +) à déclarer ne pas pouvoir répondre à cette question. En d'autres mots, les plus jeunes ne paraissent pas plus opposé·e·s à ce que la France s'engage à augmenter sa contribution pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme, mais elles·ils expriment sans doute ne pas être autant que leurs aîné·e·s en mesure de se positionner quant à l'importance de cette cause. Peut-être est-ce une manière d'exprimer qu'à l'échelle domestique au moins, il s'agirait là de maladies du passé ?



La France va accueillir cette année une conférence internationale qui vise à mobiliser davantage de financements pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans le monde. À cette occasion, selon vous la France devrait-elle s'engager à augmenter sa contribution financière pour lutter contre ces trois maladies ?

Selon l'âge





Quand les français·es sont interrogé·es sur le financement, par le gouvernement, de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à l'occasion d'une « conférence internationale », l'orientation politique des répondant·e·s s'avère la variable la plus prédictive vis-à-vis des opinions exprimées.

Ainsi, 79% des sympathisant·e·s de gauche se disent favorables à un plus grand engagement de la France, 72% des sympathisant·e·s du centre partagent la même opinion, contre seulement 55% des sympathisant·e·s de droite.

Comme sur beaucoup d'autres questions interrogeant une plus grande contribution financière de la France à l'égard d'enjeux qui ne sont pas spécifiquement domestiques, les mêmes opinions sont plutôt partagées entre les sympathisant·e·s de gauche et du centre, tandis qu'une vraie différence est à noter chez les sympathisant·e·s de droite.

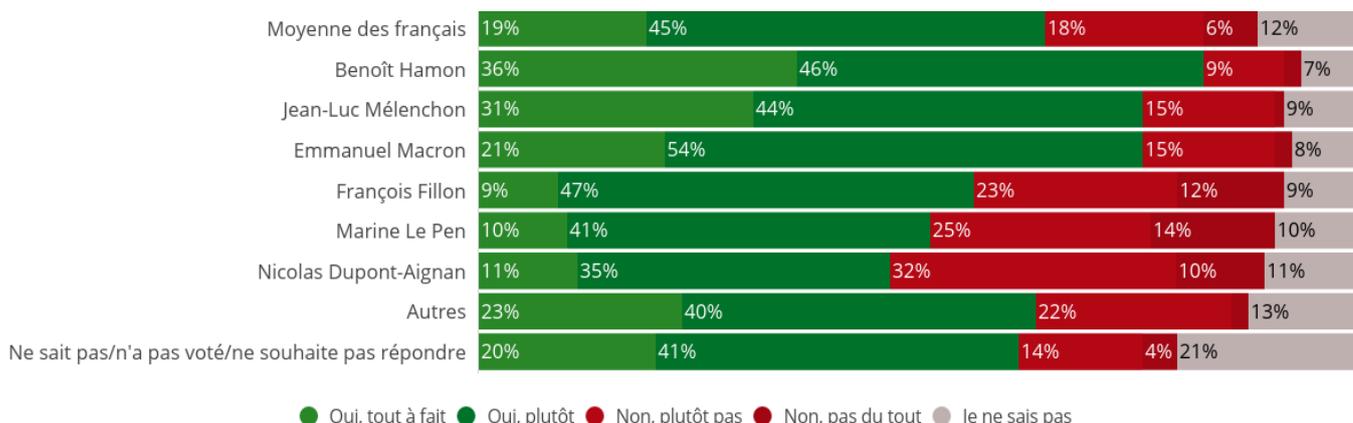
En l'occurrence, sur cette question, les électeurs de Jean Luc Mélenchon et ceux d'Emmanuel Macron au premier tour des élections présidentielles de 2017 ont rigoureusement le même profil : 75% d'entre eux sont favorables à une augmentation de la contribution de la France, contre 56% des électeurs de François Fillon.

On notera que même les électeurs de Marine Le Pen sont majoritairement (51%) favorables à ce que la France s'engage à augmenter sa contribution financière au Fonds mondial alors que cet électorat est traditionnellement peu enclin à soutenir des politiques publiques mises en œuvre en dehors des frontières hexagonales.



La France va accueillir cette année une conférence internationale qui vise à mobiliser davantage de financements pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans le monde. À cette occasion, selon vous la France devrait-elle s'engager à augmenter sa contribution financière pour lutter contre ces trois maladies ?

Selon le vote au 1er tour de l'élection présidentielle (2017)



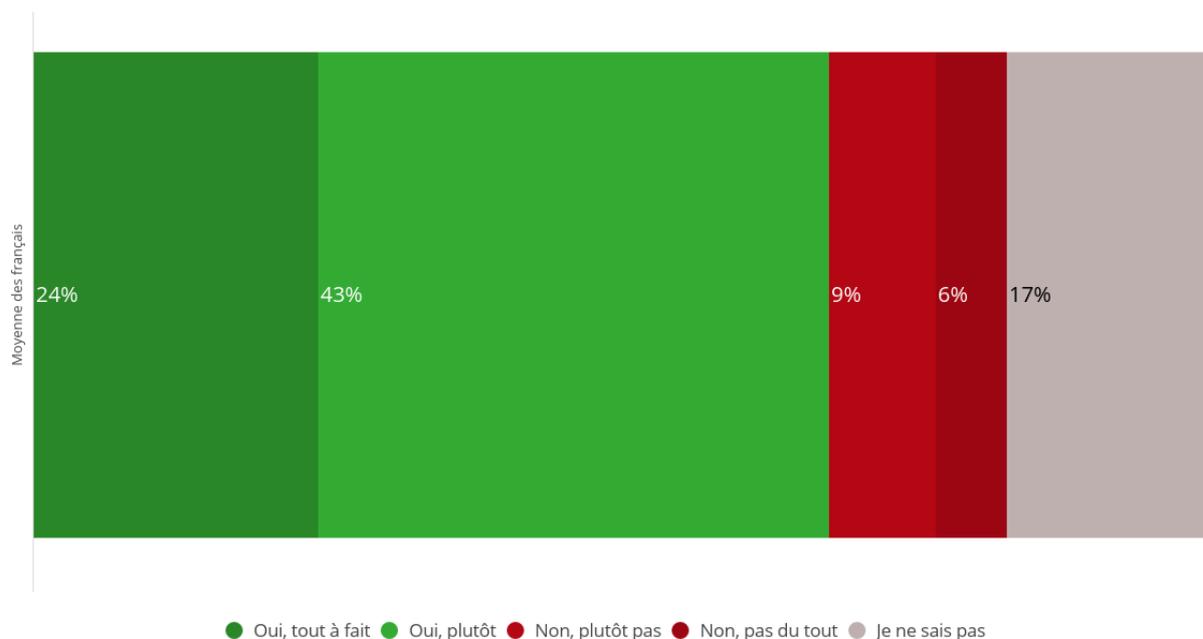
Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

**67% DES FRANÇAIS·E·S
SOUHAITENT QU'À
L'OCCASION DU G7,
LA FRANCE MOBILISE
LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE CONTRE
LE SIDA**

67% DES FRANÇAIS·E·S SOUHAITENT QU'À L'OCCASION DU G7, LA FRANCE MOBILISE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONTRE LE SIDA

QUESTION POSÉE :

« LE PROCHAIN SOMMET DU G7 QUI RÉUNIT LES CHEF·FE·S D'ÉTAT DES PAYS LES PLUS RICHES AURA LIEU EN FRANCE EN 2019. PENSEZ-VOUS QUE LA FRANCE DEVRAIT SAISIR CETTE OCCASION POUR MOBILISER LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA ET LES GRANDES PANDÉMIES (TUBERCULOSE, PALUDISME) ? »



RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Aid Attitudes Tracker par le University College London et l'université de Birmingham. Enquête menée entre le 18 juillet et le 13 août 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 6058 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Source : www.devcommslab.org

67% des français·e·s souhaitent, qu'à l'occasion du prochain G7 en 2019, la France mobilise la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies (tuberculose, paludisme).

Seul·e·s 6% des français·e·s s'opposent clairement à cette initiative et 9% des français·e·s s'opposent plus modérément.

À noter que 17% des français·e·s ne se prononcent pas, un taux bien supérieur à la majorité des autres questions relatives à la lutte contre les pandémies dans le monde.

Sans doute doit-on y voir la méconnaissance du G7, des membres qui y participent et des enjeux qui y sont discutés.

Ces 17% de français·e·s indécis sont vraisemblablement des citoyen·ne·s qui peinent à juger si le G7 est une opportunité pertinente pour se mobiliser en faveur de la lutte contre les grandes pandémies.

UNE PRÉOCCUPATION PARTAGÉE PAR LES PLUS ÂGÉ·E·S, LES SYMPATHISANT·E·S DE GAUCHE ET DU CENTRE ET LES FRANÇAIS·E·S SENSIBILISÉ·E·S AUX QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT

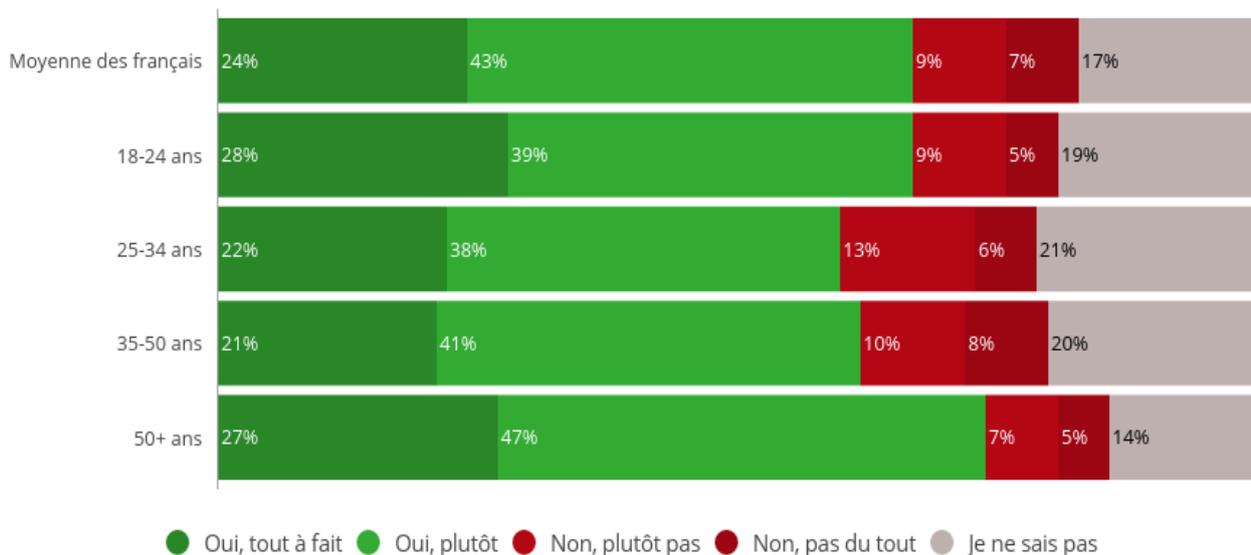


Les français·e·s de plus de 55 ans sont plus nombreux·ses que les français·e·s d'âge intermédiaire à vouloir que la France saisisse l'occasion du prochain G7 pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies. Elles·ils représentent la tranche d'âge la plus favorable et surtout la plus à même de formuler une opinion sur cette question.



Le prochain Sommet du G7 qui réunit les chefs·e·s d'État des pays les plus riches aura lieu en France en 2019. Pensez-vous que la France devrait saisir cette occasion pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies (tuberculose, paludisme) ?

Selon l'âge



67% DES FRANÇAIS·ES SOUHAITENT QU'À L'OCCASION DU G7, LA FRANCE MOBILISE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONTRE LE SIDA



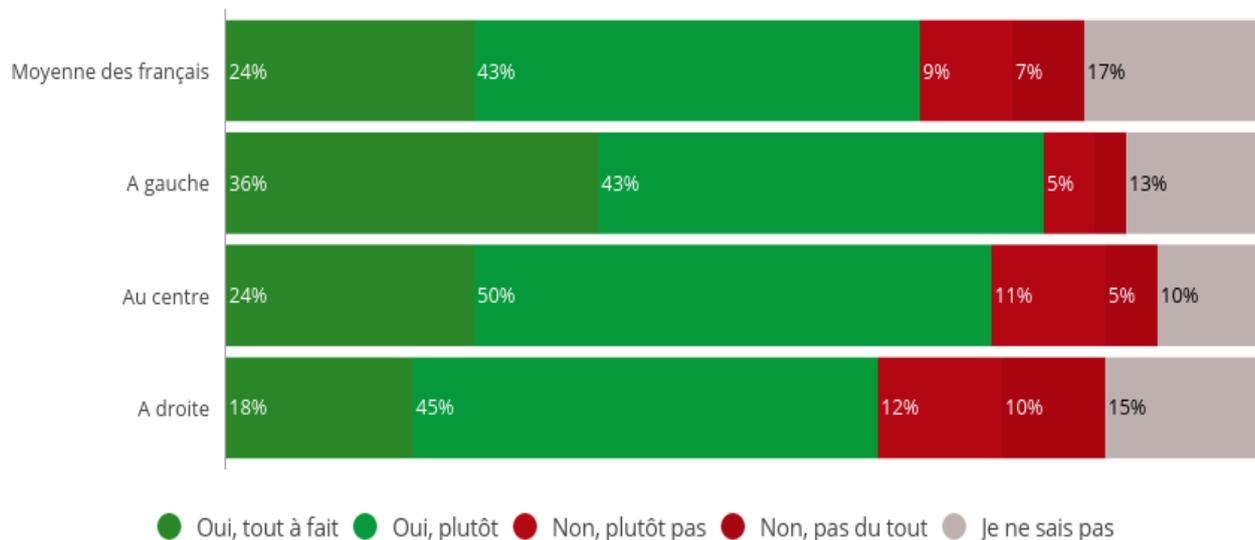
Si une majorité des français·e·s soutient l'affirmation proposée, on retiendra qu'une fois encore, l'orientation politique des répondant·e·s fait varier le degré d'adhésion et s'avère être une variable discriminante dans l'organisation des réponses.

Ainsi, 79% des français·e·s se déclarant de gauche et 74% des français·e·s se déclarant du centre souhaitent que la France saisisse l'occasion du prochain G7 pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies, contre 63% des français·e·s s'auto-positionnant à la droite de l'échiquier politique.



Le prochain Sommet du G7 qui réunit les chefs·fe·s d'État des pays les plus riches aura lieu en France en 2019. Pensez-vous que la France devrait saisir cette occasion pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies (tuberculose, paludisme) ?

Selon l'orientation politique



67% DES FRANÇAIS·ES SOUHAITENT QU'À L'OCCASION DU G7, LA FRANCE MOBILISE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONTRE LE SIDA



Tout se passe comme si les partisan·e·s d'une mise à l'agenda de la lutte contre les pandémies au prochain G7 regroupaient les individus en faveur d'une plus grande solidarité internationale au sens large comme en témoigne cette corrélation :

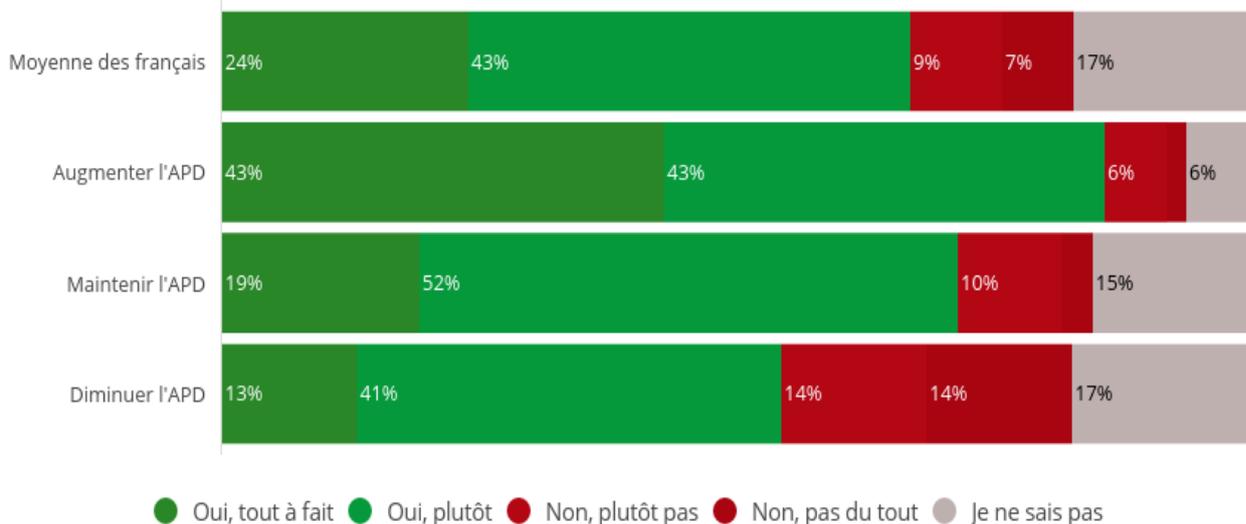
86% français·e·s favorables à une augmentation de l'aide publique au développement de la France estiment que la France devrait mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies (tuberculose, paludisme) à l'occasion du G7. À contrario, Il n'y a plus que 54% des français·e·s favorables à cette initiative parmi celles et ceux qui souhaitent une diminution de l'aide publique au développement.



Le prochain Sommet du G7 qui réunit les cheff·e·s d'État des pays les plus riches aura lieu en France en 2019. Pensez-vous que la France devrait saisir cette occasion pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies (tuberculose, paludisme) ?

VS.

Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit intérieur brut (PIB) total, le gouvernement français consacre actuellement 0,38% (soit 9 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?





De la même manière, 85% des français·e·s se disant très préoccupé·e·s par la pauvreté dans les pays en développement sont parallèlement favorables à ce que la France mobilise la communauté internationale en faveur de la lutte contre les grandes pandémies, tandis que ce pourcentage chute à 39% chez celles et ceux qui déclarent ne pas être du tout préoccupé·e·s.

On peut déduire deux enseignements de ces dernières observations :

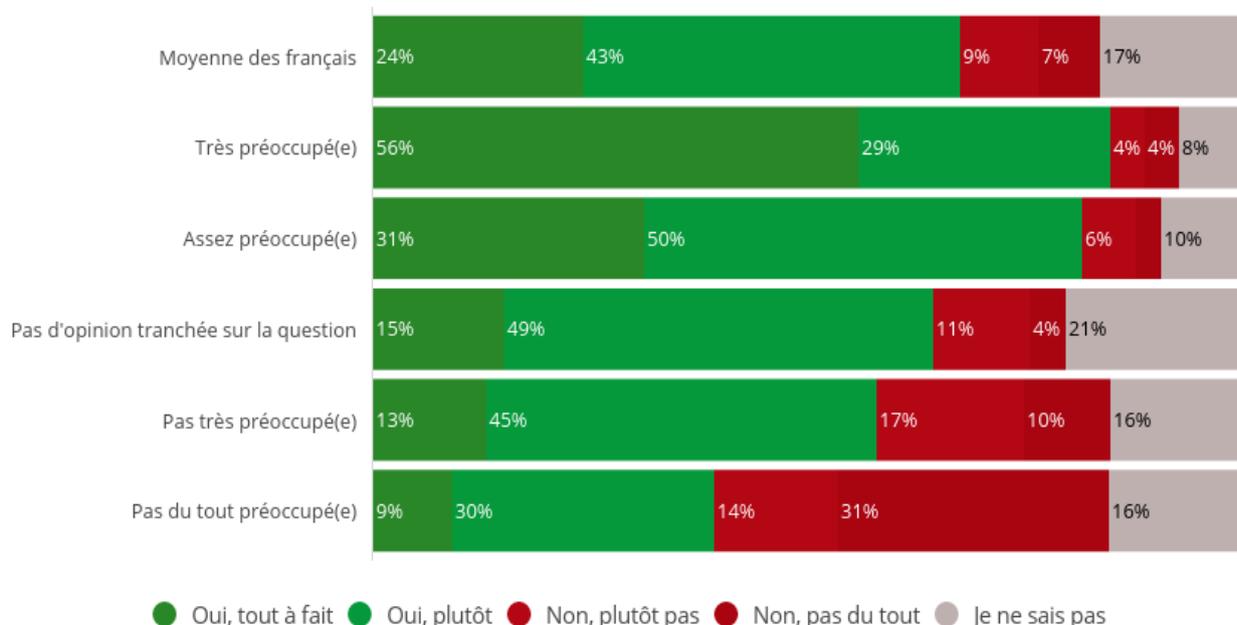
- ◆ Quels que soient les paramètres observés, les français·e·s souhaitent majoritairement que la France joue un rôle dans la lutte contre les grandes pandémies à l'échelle du monde à l'occasion du G7.
- ◆ Il y a un effet cliquet : être sensibilisé·e aux questions de développement et à la pauvreté dans le monde accroît *de facto* la sensibilisation aux grandes pandémies.



Le prochain Sommet du G7 qui réunit les cheffes d'État des pays les plus riches aura lieu en France en 2019. Pensez-vous que la France devrait saisir cette occasion pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la lutte contre le sida et les grandes pandémies (tuberculose, paludisme) ?

VS.

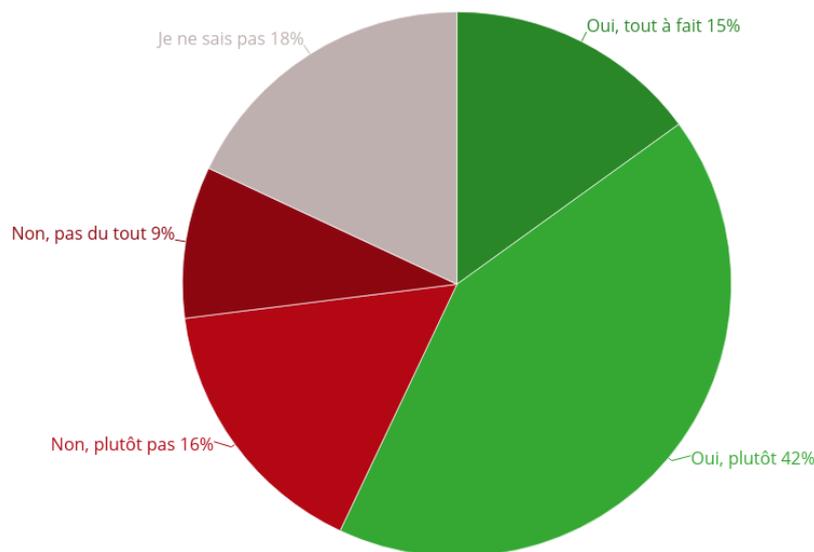
Quelle proposition décrit le mieux ce que vous ressentez vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en voie de développement ?



**UNE MAJORITÉ DES
FRANÇAIS·E·S EN FAVEUR
D'UN PLUS GRAND
ENGAGEMENT DE LA FRANCE
DANS LA LUTTE CONTRE LE
SIDA**

QUESTION POSÉE :

« SELON VOUS, LA FRANCE DEVRAIT-ELLE FINANCER DAVANTAGE
LA LUTTE CONTRE LE SIDA À TRAVERS LE MONDE ? »



RÉSUMÉ

À partir d'une question simple, courte et sans ambiguïté, on remarque qu'une majorité des personnes interrogées (57%) pensent que la France devrait financer davantage la lutte contre le sida à travers le monde. 25% des français·e·s pensent l'inverse, mais surtout 18% ne savent pas répondre à cette question qui suggère, ce qu'une partie des répondant·e·s ignore sans doute, que la France finance déjà la lutte contre le sida à l'échelle internationale.

Le sida n'apparaît donc pas comme une cause très clivante dans la mesure où près de 60% des français·e·s estiment qu'il est pertinent (ou juste) que la France participe davantage à la lutte contre le sida.

Ces résultats font écho au fait que pour 72% des français·e·s, les épidémies des pays en développement représentent un risque pour la santé en Europe.

UNE SOLIDARITÉ PLUS MARQUÉE CHEZ LES PLUS JEUNES, LES SYMPATHISANT·E·S DE GAUCHE ET LES PLUS DIPLÔMÉ·E·S



Les répondant·e·s de moins de 25 ans sont plus favorables (tout à fait et plutôt favorables) que leurs aîné·e·s au fait que la France finance davantage la lutte contre le sida à travers le monde. 64% des français·e·s soutiennent cette option contre 57% pour le reste de la population.

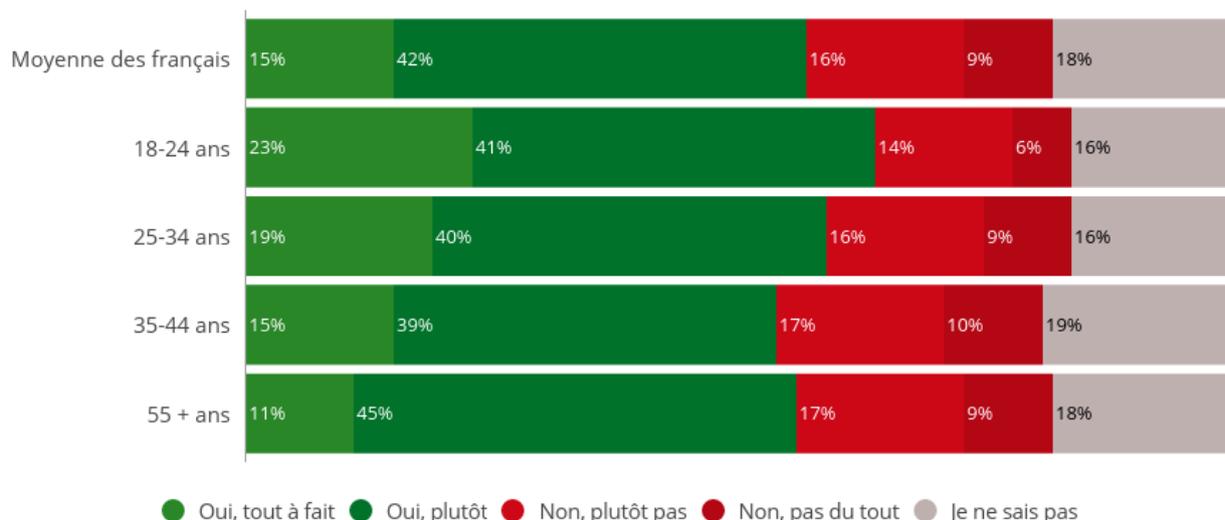
On remarque par ailleurs un effet âge lorsque l'on étudie les répondant·e·s les plus engagé·e·s en faveur d'un accroissement de l'effort financier de la France dans la lutte contre le sida.

Toutes choses égales par ailleurs, plus on est jeune, plus on soutient tout à fait l'affirmation selon laquelle la France devrait financer davantage la lutte contre le sida dans le monde.



Selon vous, la France devrait-elle financer davantage la lutte contre le sida à travers le monde ?

Selon l'âge





La distinction la plus marquante sur l'organisation des opinions sur cette question se situe au niveau de l'orientation politique des répondant·e·s.

De façon linéaire, plus les français·e·s se déclarent « à gauche » et plus les réponses sont favorables à l'idée que la France finance davantage la lutte contre le sida à l'échelle du monde.

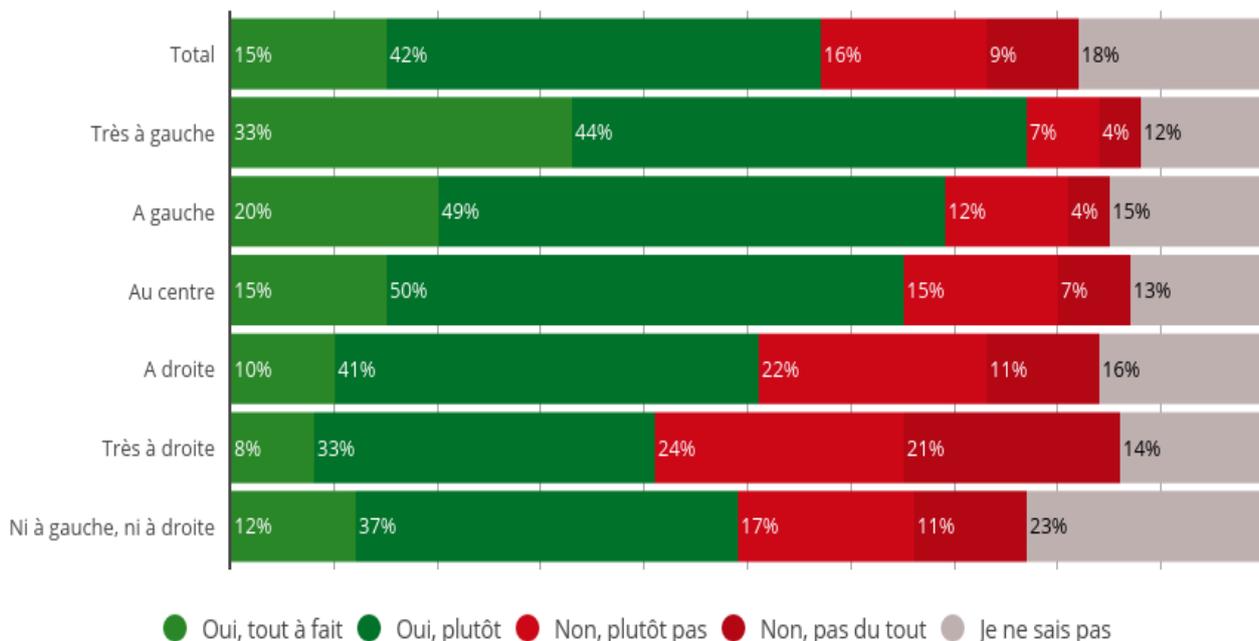
Jusqu'à 77% des français·e·s « très à gauche » partagent cette idée, contre 41% des français·e·s se déclarant « très à droite ».

Comme souvent lorsqu'on interroge le rapport entretenu à la générosité de la France sur des enjeux à la fois sociaux et internationaux, on observe une opposition plus ou moins marquée mais souvent discriminante entre deux visions du monde qui organisent encore aujourd'hui largement les perceptions et comportements des français·e·s.



Selon vous, la France devrait-elle financer davantage la lutte contre le sida à travers le monde ?

Selon l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Aid Attitudes Tracker par le University College London et l'université de Birmingham. Enquête menée entre le 18 juillet et le 13 août 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 6058 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Source : www.devcommslab.org



49% des français·e·s se déclarant « sans diplôme » sont favorables à l'augmentation du financement de la lutte contre le sida par la France, contre 60% de celles et ceux qui sont au moins titulaires d'un Bac.

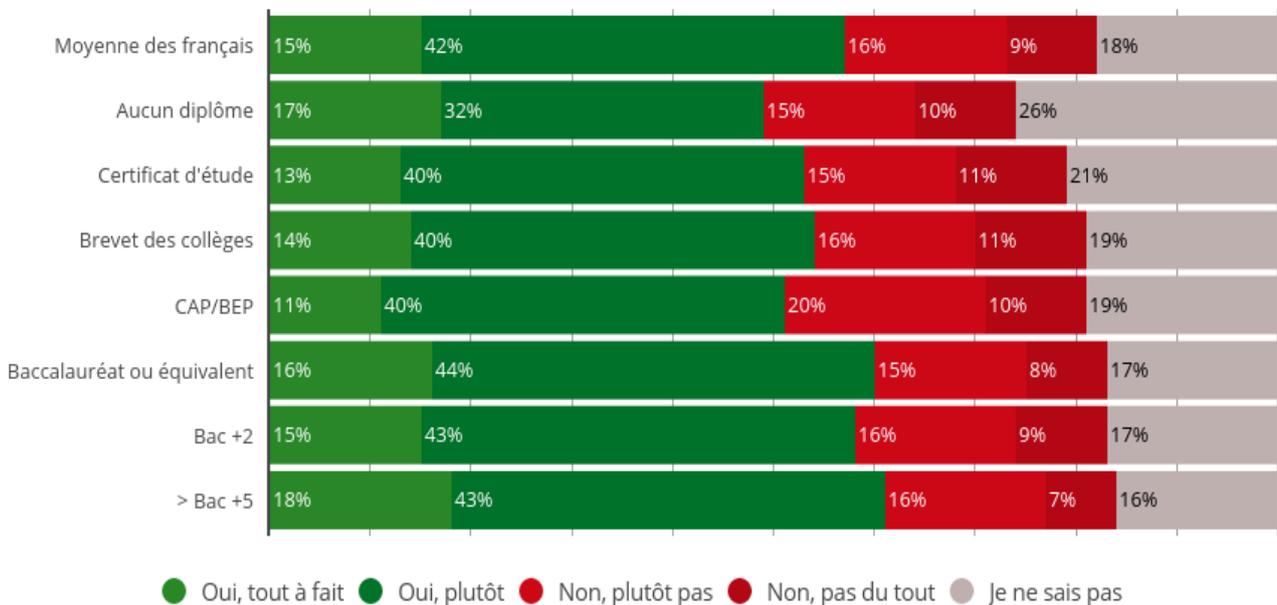
Le niveau d'éducation, dont on sait qu'il est corrélé à d'autres facteurs (âge, revenus) s'avère discriminant dans l'organisation des réponses à cette question qui interpelle la générosité de la France à l'égard d'une lutte contre un problème qui dépasse les frontières hexagonales.

On remarquera qu'un quart (26%) de celles et ceux qui ne sont pas diplômé·e·s ne semblent pas en mesure de formuler une opinion sur cet enjeu international, soit 10% de plus que les répondant·e·s au moins titulaires d'un Bac +5. Ce qui interroge les limites des mécanismes de sensibilisation notamment quand il s'agit d'enjeux mondiaux.



Selon vous, la France devrait-elle financer davantage la lutte contre le sida à travers le monde ?

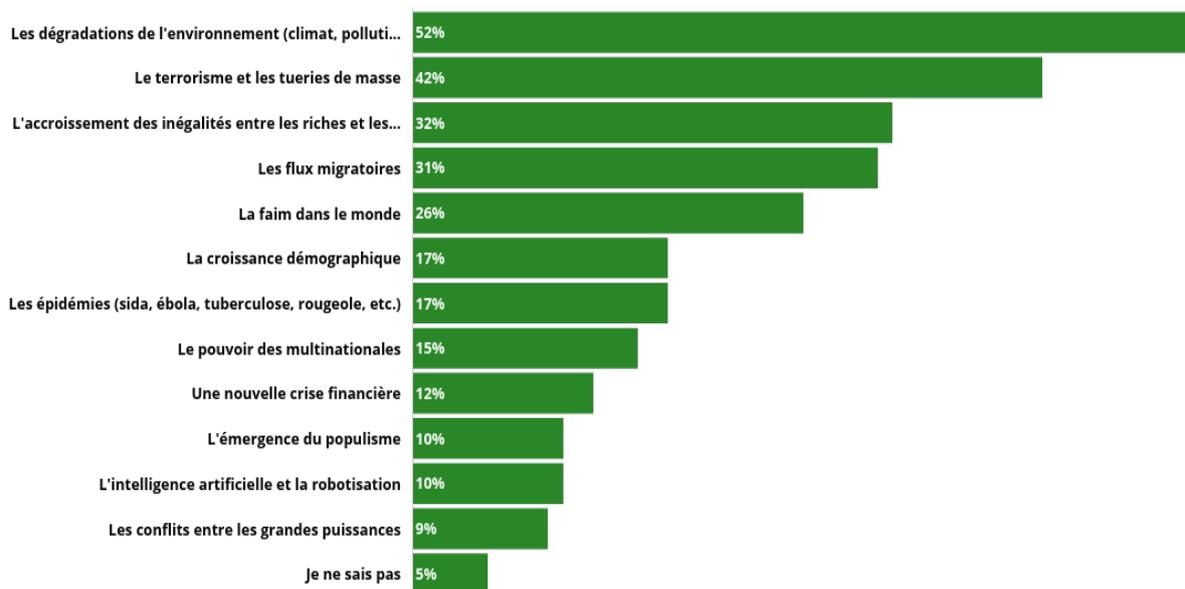
Selon le niveau d'éducation



LES ÉPIDÉMIES (SIDA, ÉBOLA, ROUGEOLE, TUBERCULOSE): UN DÉFI RECONNU PAR LES FRANÇAIS·E·S

QUESTION POSÉE :

« DANS LA LISTE SUIVANTE, VEUILLEZ INDIQUER QUELS SONT, SELON VOUS, LES PLUS GRANDS DÉFIS AUXQUELS L'HUMANITÉ FAIT FACE AUJOURD'HUI ? »



RÉSUMÉ

Après les dégradations de l'environnement (citées par 52% des français·e-s), le terrorisme (cité par 42% des français·e-s), l'accroissement des inégalités (cité par 32% des français·e-s), et les flux migratoires (cités par 31% des français·e-s), **les grandes épidémies (sida, ébola, rougeole, tuberculose)** (citées par 17% des français·e-s) **arrivent à la septième place du classement** des plus grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui (quasiment *ex aequo* avec la croissance démographique).

Dans cette question, les problématiques liées aux épidémies (sida, ébola, rougeole, tuberculose) rentrent en concurrence avec des thématiques très abondamment discutées dans l'espace public (environnement, terrorisme, inégalités, phénomènes migratoires). À noter cependant que les français·e-s placent les défis sanitaires liés aux grandes épidémies comme étant plus importants que le pouvoir des multinationales (15%), les crises financières à venir (12%), le populisme (10%), ou les conflits entre les grandes puissances (9%).

Ces résultats dénotent un degré de sensibilisation sur les enjeux de santé (sida, ébola, tuberculose) relativement important, suffisamment pour que les français·e-s les considèrent comme des enjeux plus préoccupants que des grands bouleversements économiques, technologiques, géopolitiques (poids des multinationales, populisme, nouvelle crise financière, conflits entre grandes puissances, etc.).

UNE SENSIBILISATION PARTICULIÈRE CHEZ LES JEUNES, LES FRANÇAIS·E·S AUX REVENUS MODESTES, LES SYMPATHISANT·E·S DE DROITE OU DE GAUCHE ET LES MOINS DIPLÔMÉ·E·S.

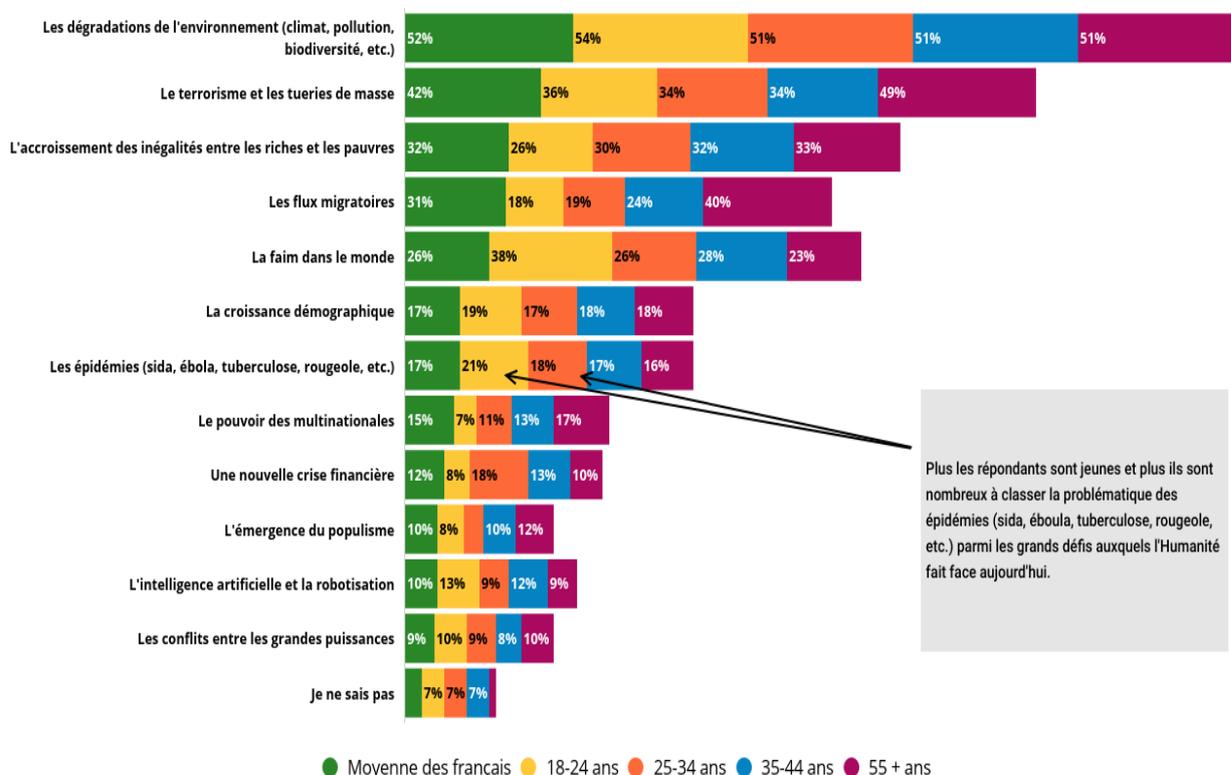


La sensibilisation à l'égard des épidémies (sida, ébola, rougeole, tuberculose) est davantage signifiée par les moins de 25 ans (21%) que par la moyenne des français·e·s (17%). Cette sensibilisation décroît progressivement à mesure que l'âge des répondant·e·s augmente.

De la même manière, les plus jeunes sont davantage sensibilisés par les questions relatives à la faim dans le monde, tandis que les préoccupations des répondant·e·s plus âgé·e·s se concentrent sur le problème des flux migratoires.

« Dans la liste suivante, veuillez indiquer quels sont, selon vous, les plus grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui ? (3 réponses possibles) »

Selon l'âge



Plus les répondants sont jeunes et plus ils sont nombreux à classer la problématique des épidémies (sida, ébola, tuberculose, rougeole, etc.) parmi les grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui.

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

LES ÉPIDÉMIES (SIDA, ÉBOLA, ROUGEOLE, TUBERCULOSE) UN DÉFI RECONNU PAR LES FRANÇAIS-E-S



Plus les français-e-s déclarent disposer de revenus élevés et moins elles-ils sont nombreux-ses à hiérarchiser les épidémies (sida, ébola, rougeole, tuberculose) parmi les plus grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui.

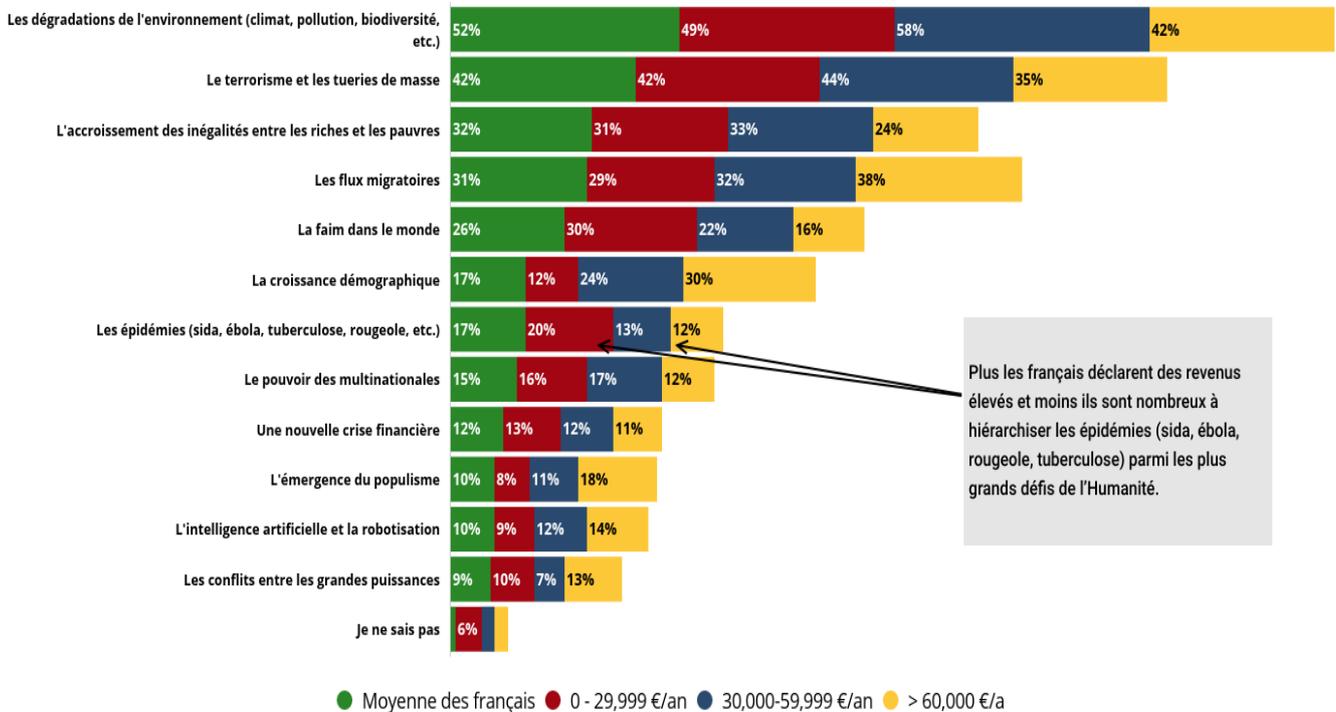
Peut-être doit-on voir chez les plus aisé-e-s (souvent parallèlement aussi les plus éduqué-e-s) une certaine confiance dans la capacité de l'Humanité à trouver des solutions à ces épidémies dans un temps proche. Leurs préoccupations sont davantage concentrées sur d'autres défis tels que « la croissance démographique », « les conflits entre les grandes puissances » ou « la montée du populisme ».

Le fait est que la différence observée sur cette question, entre celles et ceux qui gagnent moins de 30 000€ par an et celles et ceux dont les revenus sont au-delà, souligne chez les plus aisé-e-s, une sensibilisation plus relative aux enjeux que représentent les grandes épidémies à l'échelle du monde, dont les conséquences en termes de mortalité, sont principalement localisées dans les pays les plus pauvres.



Dans la liste suivante, veuillez indiquer quels sont, selon vous, les plus grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui ? (3 réponses possibles)

Selon le niveau de revenus

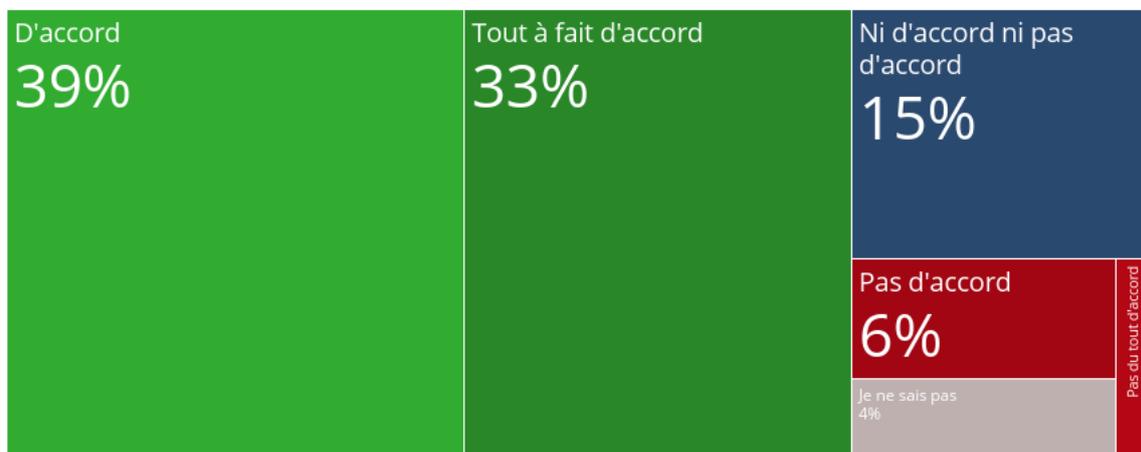


Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

**72% DES FRANÇAIS·E·S
ONT CONSCIENCE QUE LES
ÉPIDÉMIES N'ONT PAS DE
FRONTIÈRE**

QUESTION POSÉE :

« LES ÉPIDÉMIES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (ÉBOLA, SIDA, ETC.) REPRÉSENTENT UN RISQUE POUR LA SANTÉ EN EUROPE »



RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

Pour 72% des français·e·s, les épidémies dans les pays en développement (ébola, sida, etc.) représentent un risque pour la santé en Europe. Seul·e·s 8% des français·e·s ne reconnaissent pas ce risque, et 4% déclarent ne pas savoir.

Ces réponses ne traduisent pas forcément une solidarité à l'égard des populations des pays en développement touchés par ces épidémies. Elles sont davantage l'expression d'une prise de conscience à propos d'une réalité intangible : les épidémies n'ont pas de frontière, par conséquent ce qui se passe « *là-bas* » peut également être préjudiciable « *ici* ».

En matière sanitaire, il semble clair pour une très grande majorité de français·e·s que nous sommes tous et toutes lié·e·s, sur une même planète, à des enjeux communs.

Cette prise de conscience est susceptible d'expliquer les opinions des français·e·s lorsqu'elles·ils sont disposé·e·s à admettre le principe d'un investissement de la France pour enrayer ces épidémies.

UNE INQUIÉTUDE « DE DROITE » ET/OU DES FRANÇAIS·E·S LES PLUS ÂGÉ·E·S



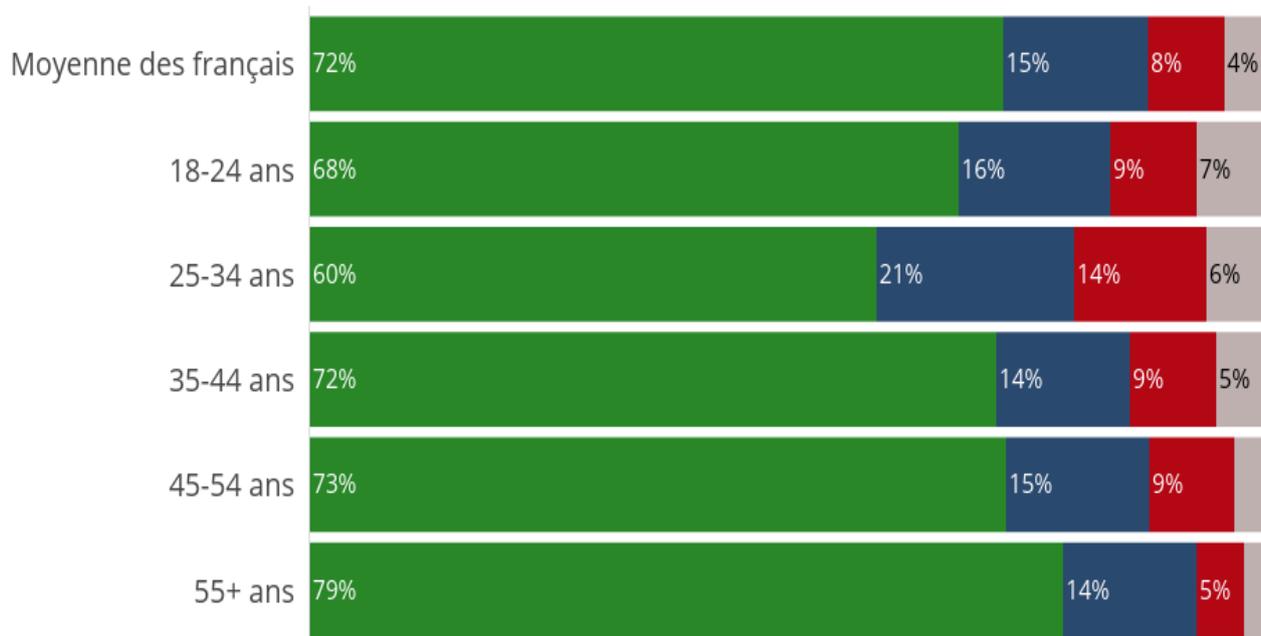
Sur cette question, ce sont les français·e·s de plus de 55 ans (79%) qui sont les plus nombreux·ses à reconnaître que les épidémies dans les pays en développement (ébola, sida, etc.) représentent un risque pour la santé en Europe.

Dans le détail, les français·e·s de 25 à 34 ans sont les moins nombreux·ses (60%) à reconnaître ce risque, soit 12% de moins que la moyenne des français·e·s (72%).



Les épidémies dans les pays en développement (ébola, sida, etc.) représentent un risque pour la santé en Europe.

Selon l'âge



● D'accord ou tout à fait d'accord ● Ni d'accord ni pas d'accord ● Pas d'accord ou pas du tout d'accord ● Je ne sais pas

72% DES FRANÇAIS-E-S ONT CONSCIENCE QUE LES ÉPIDÉMIES N'ONT PAS DE FRONTIÈRE

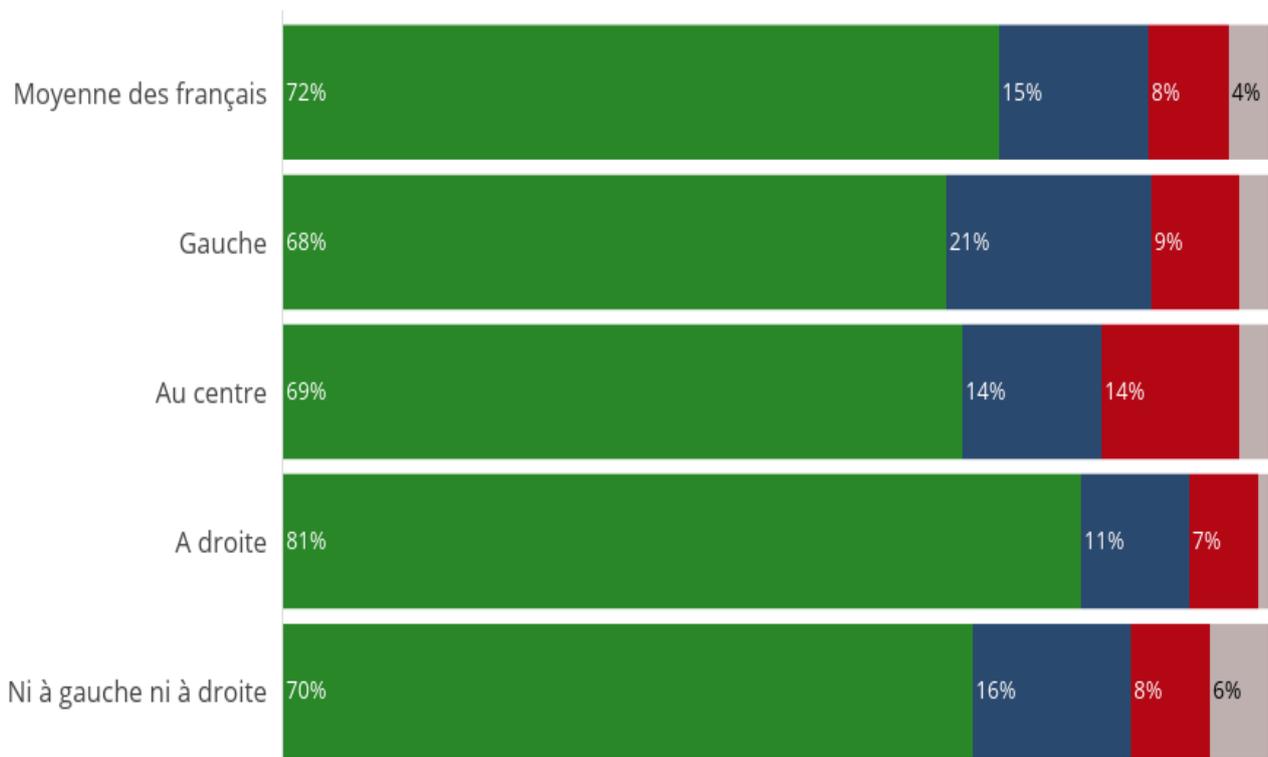


Les sympathisant·e·s de droite sont plus nombreux (81%) que la moyenne des français·e·s (72%) mais aussi que les sympathisant·e·s de gauche et du centre (69%), à reconnaître que les épidémies dans les pays en développement représentent un risque pour la santé en Europe. Parallèlement, les sympathisant·e·s du centre sont nettement plus nombreux·ses (14%) que la moyenne des français·e·s (8%) à ne pas être d'accord avec ce risque sanitaire.



Les épidémies dans les pays en développement (ébola, sida, etc.) représentent un risque pour la santé en Europe.

Selon l'orientation politique



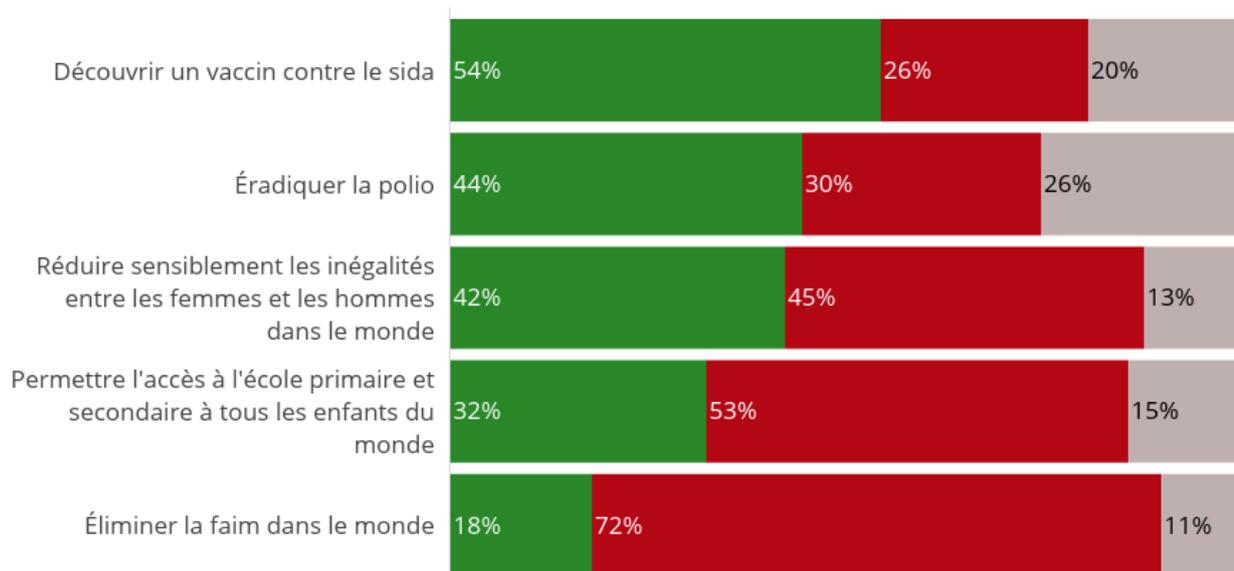
● D'accord ou tout à fait d'accord ● Ni d'accord ni pas d'accord ● Pas d'accord ou pas du tout d'accord ● Je ne sais pas

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

**OPTIMISME ET PESSIMISME
DES FRANÇAIS·E·S FACE
AUX GRANDS DÉFIS DE
L'HUMANITÉ D'ICI 2030**

QUESTION POSÉE :

**« SELON VOUS ET AU RYTHME DES PROGRÈS ACTUELS,
DIRIEZ-VOUS QUE D'ICI À 2030, L'HUMANITÉ AURA ATTEINT
LES OBJECTIFS SUIVANTS »**



RÉSUMÉ

Interrogé·e·s sur cinq objectifs relatifs au progrès et au développement à l'échelle du monde à l'horizon 2030, dont la réalisation est encore inenvisageable aujourd'hui, (éradiquer la polio, réduire les inégalités femmes-hommes dans le monde, découvrir un vaccin contre le sida, permettre l'accès à l'école à tous les enfants du monde, éliminer la faim dans le monde), 54% des français·e·s soulignent un optimisme particulier à propos du sida.

Découvrir un vaccin contre le sida apparaît comme l'objectif le plus réaliste pour plus de la moitié des français·e·s, à côté d'autres projets qui en revanche, font figure d'utopies quasiment inaccessibles, telles qu'éradiquer la faim dans le monde d'ici à 2030 (seul·e·s 18% des français·e·s y consentent) ou permettre l'accès à l'école pour tous les enfants à l'échelle du monde (32% des français·e·s y adhèrent).

L'OPTIMISME VIS-À-VIS DE LA DÉCOUVERTE D'UN VACCIN CONTRE LE SIDA : UNE AFFAIRE DE NIVEAU DE REVENUS OU D'ÉDUCATION ?

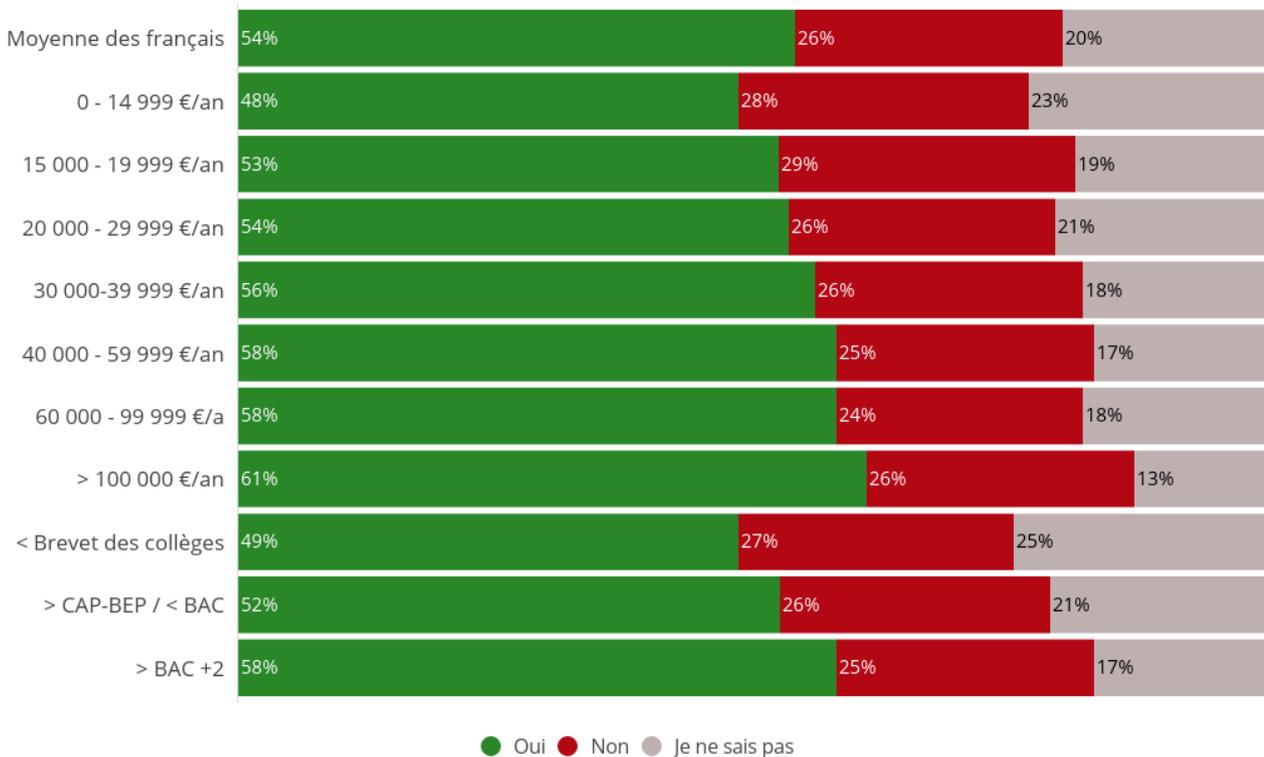


Un niveau de revenus plus élevés semble corrélé à un plus grand optimiste vis-à-vis de la découverte d'un vaccin contre le sida à l'horizon 2030. De la même manière, un niveau d'instruction plus élevé favorise la capacité à se prononcer avec confiance sur cet objectif. En réalité, les chiffres de celles et ceux qui ne pensent pas que l'Humanité aura découvert un vaccin contre le sida ne varient pas franchement quels que soient les revenus ou le diplôme. Comme si, au-delà des opinions ou situations personnelles, les réponses mesurant l'optimisme quant à cette découverte médicale à venir, s'appuyaient, en partie au moins sur des savoirs objectifs. En l'occurrence la capacité à pouvoir répondre ou à déclarer « ne pas savoir ».



Selon vous et au rythme des progrès actuels, diriez-vous que d'ici à 2030, l'Humanité aura découvert un vaccin contre le sida ?

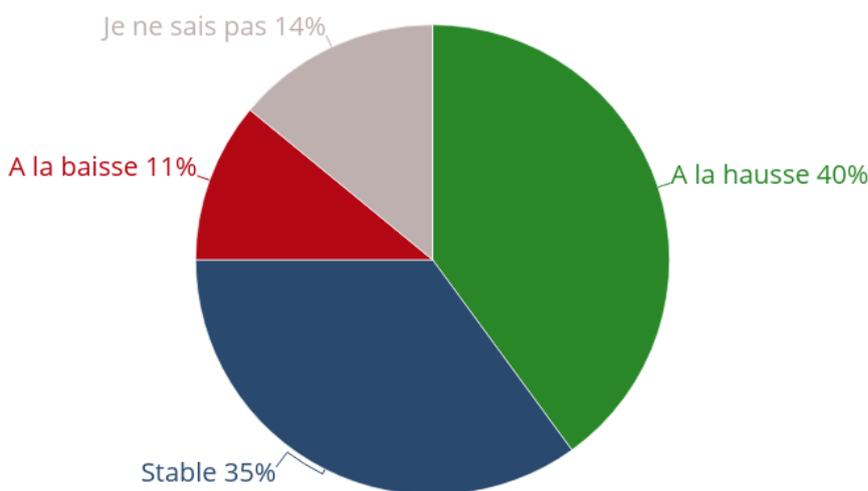
Selon le niveau de revenus et d'études



**UNE RELATIVE
MÉCONNAISSANCE DES
FRANÇAIS·E·S À PROPOS DU
SIDA À L'ÉCHELLE DU MONDE**

QUESTION POSÉE :

« SELON VOUS, À L'ÉCHELLE DU MONDE, LE NOMBRE DE PERSONNES SÉROPOSITIVES AYANT ACCÈS À UN TRAITEMENT CONTRE LE SIDA EST-IL À LA HAUSSE, STABLE OU À LA BAISSSE ? »



40% des français·es reconnaissent que le nombre de personnes séropositives ayant accès à un traitement contre le sida est en hausse. 35% pensent que ce nombre est stable, tandis que 11% pensent que ce nombre est à la baisse. 14% reconnaissent ne pas savoir.

Dans les faits, si l'on s'en tient aux chiffres récemment publiés par l'[ONUSIDA](#), même si le nombre de nouvelles infections au VIH est en augmentation dans une cinquantaine de pays, il s'avère qu'à l'échelle du monde, le nombre de personnes sous traitement contre le sida est lui aussi en constante augmentation. Cette évolution explique d'ailleurs le fait que le nombre de décès liés au sida est au plus bas depuis 2000.

La connaissance des français·es sur ce sujet est donc très relative. Seul·e·s 40% des répondant·e·s sont en mesure de donner la bonne réponse, 46% d'entre eux se trompent et 14% ne sont pas en mesure de répondre.

Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus nombreux à ne pas pouvoir répondre (jusqu'à 20%). Les français·es de 25 à 35 ans sont les plus nombreux·ses (46%) à connaître la bonne réponse à l'opposé des français·es de 45 à 55 ans (36%) qui sont les plus nombreux·ses à se tromper.

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org
- Source : www.devcommslab.org

LES FRANÇAIS·E·S ONT UNE VISION CONFUSE À PROPOS DES MALADIES AUJOURD'HUI ÉRADIQUÉES À L'ÉCHELLE DU MONDE



28% des français·e·s savent que parmi cette liste de maladies (polio, sida, variole, rougeole, paludisme), seule la variole a été éradiquée à l'échelle de la planète.

Pour rappel, la variole a été totalement éradiquée en 1977 à la suite d'un programme de l'OMS basé sur des campagnes de vaccinations massives associées à des stratégies de surveillance mises en place à l'échelle mondiale.

21% des français·e·s pensent que la polio a été éradiquée. Si cette réponse est fautive elle se rapproche cependant d'une certaine réalité puisque des campagnes de vaccinations massives sont venues à bout de la maladie dans de nombreuses régions du monde. On observe cependant une résurgence de la contagion dans une dizaine de pays, en particulier au Nigeria, au Pakistan et en Afghanistan.

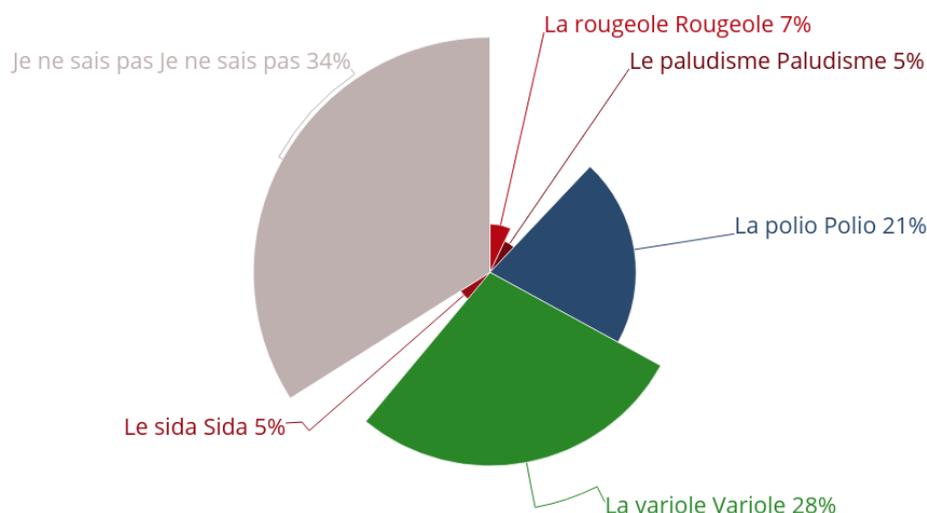
5% des français·e·s pensent que le sida a été éradiqué. La même erreur d'appréciation se répète pour la rougeole (7%) et le paludisme (5%).

En fait, la méconnaissance des français·e·s est surtout observable parmi les 34% de répondant·e·s qui déclarent « ne pas savoir ». Ce chiffre reste élevé (26%) même pour les répondant·e·s les plus éduqué·e·s (Bac +5).

Sans trop de surprise, le niveau d'éducation s'avère un discriminant majeur sur cette question relative à la mesure d'une connaissance. 12% des français·e·s sans diplôme pensent que le sida est une maladie éradiquée au niveau mondial, et 46% d'entre elles·eux déclarent ne pas savoir.

Enfin, les électeurs se disant « au centre » sont les plus nombreux à pouvoir répondre et à donner des réponses les plus proches de la réalité.

Quelle est, parmi les maladies suivantes, celle qui a été complètement éradiquée au niveau mondial ?



Le Baromètre de la solidarité internationale, une publication de Focus 2030

Le Baromètre de la solidarité internationale est une publication de Focus 2030 dont les résultats reposent sur une série d'enquêtes d'opinion par sondage. Cette édition est issue des résultats des projets de recherche réussis «Aid Attitudes Tracker» (AAT, 2013-2018) et « Development Engagement Lab » (DEL, 2018-2024), menés sous la supervision de chercheur-e-s de UCL à Londres et de Birmingham University.

Les questions analysées dans ce Baromètre de la solidarité internationale ont été rédigées par Focus 2030 à l'issue d'un travail participatif rassemblant - outre les chercheur-e-s de UCL et Birmingham University -, une vingtaine d'organisations partenaires, acteurs du secteur du développement et de la solidarité internationale (ONG, think tanks, institutions).

À l'heure où de nombreux bouleversements politiques, technologiques, économiques et écologiques, ont cours à l'échelle planétaire, nous souhaitons saisir la manière dont les français-e-s perçoivent le monde qui les entoure, comprennent les grands défis contemporains et plus particulièrement soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres.

Partant des interrogations et des sujets mis à l'agenda par les acteurs de la solidarité internationale réputés pour le caractère précurseur de leur analyse (climat, inégalités, droits humains, émancipation des femmes, accès aux traitements...), ce travail de recherche vise à saisir à travers des enquêtes comment s'organisent et évoluent les opinions, comportements, ressentis et connaissances vis-à-vis de ces enjeux. En mettant à disposition ces données, Focus 2030 entend contribuer à mettre en débat ce rapport si particulier que les français-e-s entretiennent avec les questions de citoyenneté, d'égalité et d'universalisme.

Les résultats et analyses de ce baromètre ne sauraient engager les partenaires de Focus 2030. Ils relèvent de la responsabilité éditoriale de Focus 2030. Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la solidarité internationale, merci de contacter :

Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 : fabrice@focus2030.org

En savoir plus sur les projets Aid Attitudes Tracker et Development Engagement Lab

Le projet Aid Attitudes Tracker (AAT, 2013-2018) et le projet Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024), sont des projets de recherche basés sur des sondages en ligne réalisés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis par l'institut YouGov. Cette recherche comparative est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et menée par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University).

Pour en savoir plus sur le projet DEL : <https://devcommslab.org>



MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes des projets Aid Attitudes Tracker (AAT, 2013-20) et [Development Engagement Lab](#) (DEL, 2018-2024) sont réalisées par l'institut de sondage [YouGov](#) dans quatre pays : France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis.

YouGov est un cabinet d'études de marché fondé en 2000 au Royaume-Uni, comprenant 31 bureaux dans 21 pays, dont la France depuis novembre 2011. YouGov dispose d'un panel de 5 millions de personnes à travers 28 pays, de tout âge, genre et groupes socio-économiques. Ce panel permet de constituer des échantillons représentatifs des populations nationales. En France, le panel de YouGov comprend près de 175 000 personnes. En savoir plus [ici](#).

Méthode d'enquête retenue pour Aid Attitudes tracker (AAT) et Development Engagement Lab (DEL)

YouGov mène ses enquêtes en ligne en utilisant un système appelé « échantillonnage actif ».

Lors de l'utilisation de l'« échantillonnage actif », des restrictions sont mises en place pour garantir que seules les personnes contactées sont autorisées à participer. Cela signifie que toutes les personnes qui répondent aux sondages YouGov sont sélectionnées par YouGov, à partir du panel des utilisatrices et utilisateurs enregistré-e-s, et que seul-e-s celles et ceux qui sont sélectionné-e-s à partir de ce panel sont autorisé-e-s à participer au sondage.

Qui sont les répondant-e-s qui participent aux enquêtes AAT et DEL ?

Les membres du panel sont recrutés selon diverses sources, notamment par le biais de publicités classiques et de partenariats stratégiques organisés sur un large éventail de sites web. Lorsqu'une nouvelle personne est recrutée dans le panel, de nombreuses informations socio-démographiques sont enregistrées à partir d'une enquête.

Les répondant-e-s recruté-e-s dans un panel disposent d'un identifiant et d'un mot de passe et ne peuvent répondre qu'une seule fois à chaque enquête en ligne.

L'analyse des données

Une fois l'enquête terminée, les données finales sont ensuite pondérées statistiquement selon le profil national de tous les adultes de 18 ans et plus. La pondération est réalisée par âge, sexe, classe sociale, région, niveau d'éducation, vote des sondé-e-s lors des élections précédentes et orientation politique. L'« échantillonnage actif » garantit que les bonnes personnes sont représentées dans les bonnes proportions. En combinaison avec une pondération statistique, cet échantillonnage garantit des résultats représentatifs de l'ensemble de la population du pays en question (y compris celles et ceux qui n'ont pas accès à internet).

La rémunération du sondage en ligne

En répondant à des sondages sur YouGov, les utilisatrices et utilisateurs gagnent des « points YouGov ». En fonction de la taille du sondage, le fait de participer à 10 ou 15 enquêtes différentes permet de gagner environ 400 points. 5000 points ont une valeur approximative de 56 € (50€). Il faut atteindre 5000 points minimum avant d'espérer toucher une quelconque rémunération.

Marge d'erreur

La marge d'erreur retenue pour les enquêtes d'AAT (6000 répondant-e-s) et DEL (entre 2000 et 6000 répondant-e-s) est de $\pm 2\%$.

Plus d'information sur la méthodologie sur www.focus2030.org

Focus 2030

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ;
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication :

Fabrice Ferrier

Rédacteurs :

Fabrice Ferrier

Arnaud Gaillard

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°4 FOCUS 2030
